

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 22/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC DE LA HAUTE CHEVRE

ZEPHYR Energies Renouvelables
La Pédoyère - Route des communes
50750 Bourgvallées

Références : 2025-683
Code AIOT : 0005306850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement PARC DE LA HAUTE CHEVRE implanté LA HAUTE CHEVRE 50160 Saint-Amand-Villages. L'inspection a été annoncée le 29/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC DE LA HAUTE CHEVRE
- LA HAUTE CHEVRE 50160 Saint-Amand-Villages
- Code AIOT : 0005306850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Haute Chèvre comprend un poste de livraison et trois éoliennes Enercon E82/2300, chacune d'une puissance de 2,3 MW, d'une hauteur totale en bout de pale de 126 m et d'un rotor de 82 m de diamètre. L'ensemble est implanté sur le territoire des communes de Saint-Amand-Villages et de Lamberville.

Autorisé par permis de construire délivré le 11 juillet 2008, le parc a été mis en service le 13 janvier 2011, soit avant le classement des éoliennes terrestres au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). La société exploitante a sollicité le bénéfice des droits acquis par antériorité d'exploitation le 4 juillet 2012, acté par récépissé préfectoral du 23 août 2012. Les prescriptions applicables sont celles définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.

Sur le plan organisationnel, la société PARC DE LA HAUTE CHÈVRE est l'exploitante du parc, la gestion étant assurée par ZEPHYR ENERGIES RENOUVELABLES. La maintenance en tant que telle des éoliennes est confiée à ENERCON dans le cadre d'un contrat de maintenance complet.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 – 3ème alinéa	Demande d'action corrective	4 mois
6	Contrôle brides de serrage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Demande d'action corrective	6 mois
7	Contrôle visuel des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Demande de justificatif à l'exploitant	45 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Balisage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
2	Prescriptions aux tiers	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 – 2ème alinéa	Sans objet
3	Intérieur des installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 - 2ème alinéa	Sans objet
8	Systèmes instrumentés	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	de sécurité		
10	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
11	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 - 2ème alinéa	Sans objet
12	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
13	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'entretien et la maintenance des éoliennes apparaissent globalement assurés par l'exploitant, avec un suivi régulier des opérations courantes. Toutefois, l'inspection a relevé plusieurs insuffisances concernant la conformité et la traçabilité des contrôles réglementaires (installations électriques, contrôles visuels des pales, suivi des brides et fixations, mesures acoustiques). Des améliorations sont attendues, tant sur le respect des périodicités prescrites que sur la formalisation et la transmission des rapports de contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage diurne
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : Le jour de l'inspection, le balisage diurne est opérationnel. Chaque aérogénérateur est équipé de feux d'obstacle à éclats blancs assurant le balisage lumineux diurne. Ces dispositifs sont installés au sommet des nacelles et fonctionnent de manière synchronisée sur l'ensemble des éoliennes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions aux tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 – 2ème alinéa
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage public, Prescriptions aux tiers
Prescription contrôlée :

<p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, un panneau d'affichage est en place au niveau du chemin d'accès de l'éolienne visitée (E1). Celui-ci signale lisiblement les dangers et consignes à observer par les tiers, par écrit et pictogrammes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Intérieur des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite du palier de l'éolienne E1 confirme un état de propreté correct et une absence de tout matériel combustible ou inflammable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Essais annuels des arrêts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 - 2ème alinéa</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié que les essais annuels des dispositifs de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de</p>

survitesse sont réalisés :

- équipements de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse : cette vérification est intégrée à la maintenance « wind based maintenance » effectuée annuellement par Enercon. Les derniers rapports de contrôle datent du 10 février 2025 pour l'éolienne E1 (précédent rapport du 7 mars 2024), du 10 janvier 2025 pour l'éolienne E2 (précédent rapport non communiqué) et du 12 novembre 2024 pour l'éolienne E3 (précédent rapport du 27 décembre 2023). Aucun défaut n'est relevé sur ces trois derniers rapports. Les prochains contrôles sont programmés entre novembre 2025 et janvier 2026 ;
- équipements de mise à l'arrêt et de mise à l'arrêt d'urgence : par échantillonnage, l'inspection a consulté le dernier rapport de maintenance principale (« Main maintenance ») concernant l'éolienne E1, daté du 14 février 2025, ainsi que le précédent rapport du 11 mars 2024. La vérification de ces équipements y est consignée et n'a révélé aucun défaut. Le prochain contrôle est programmé en janvier/février 2026.

Les essais annuels des dispositifs de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse sont réalisés conformément aux prescriptions. Les rapports consultés ne révèlent aucun défaut et les prochaines échéances de contrôle sont planifiées. La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 – 3ème alinéa

Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

Prescription contrôlée :

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que des contrôles ont été réalisés sur le poste de livraison électrique en août 2025, portant notamment sur la mise à la terre et l'injection de l'électricité dans le réseau. Concernant les éoliennes, l'exploitant précise que le contrôle des installations électriques est intégré à la maintenance principale annuelle, le dernier rapport consulté datant du 14 février 2025 pour l'éolienne E1, sans défaut relevé.

Toutefois, il est rappelé que le contrôle des installations électriques doit être effectué par un organisme compétent, agréé et/ou accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation), conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 10 octobre 2000. Les contrôles réalisés à ce jour ne répondent pas à cette exigence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser le contrôle des installations électriques du parc (éoliennes et poste de livraison) par un organisme compétent et accrédité, et de transmettre à

l'inspection des installations classées les rapports correspondants au plus tard sous un délai de quatre mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Contrôle brides de serrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle brides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que le contrôle des différentes brides (fixations, brides de mât, fixation des pales) est réalisé par Enercon dans le cadre de sa maintenance quadriennale. À titre d'échantillonnage, l'inspection a consulté le dernier rapport relatif à l'éolienne E1, daté du 10 février 2023, ainsi que le précédent rapport du 25 mars 2019. Ces contrôles n'ont relevé aucun défaut de serrage.</p> <p>Interrogé sur les modalités de ce contrôle, l'exploitant précise, en se référant au protocole d'Enercon, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • tous les boulons sont marqués afin de permettre un contrôle visuel, • un resserrage de 10 % des brides est effectué lors de ces opérations, • en cas de boulon fortement dévissé, un resserrage est effectué sur l'ensemble des brides alentours. <p>Concernant le contrôle visuel du mât, le rapport du 10 février 2023 mentionne « Effectué - pas de défaut ».</p> <p>Toutefois, il ressort de l'analyse que la périodicité réglementaire de trois ans n'est pas respectée, les contrôles étant réalisés tous les quatre ans. Par ailleurs, les modalités de vérification (contrôle visuel par marquage et resserrage partiel) apparaissent insuffisamment documentées pour garantir la conformité à la prescription, qui exige un contrôle complet des brides et fixations selon la périodicité fixée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de mettre en œuvre un programme de contrôle des brides de serrage et du mât respectant strictement la périodicité maximale de trois ans ;

- de préciser à l'inspection des installations classées les modalités techniques de vérification des brides (type de contrôle réalisé : visuel, clé dynamométrique, protocole appliqué, etc.) afin d'assurer la traçabilité et la conformité des opérations ;
- de transmettre à l'inspection des installations classées, sous un délai de six mois, un rapport de contrôle actualisé attestant du respect de la périodicité et des modalités de vérification conformes aux prescriptions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Contrôle visuel des pales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle pales

Prescription contrôlée :

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique réaliser annuellement une inspection automatisée des pales par drone, confiée à une entreprise spécialisée. Cette inspection intègre une technologie de détection des défauts basée sur l'intelligence artificielle et génère des rapports techniques destinés à optimiser la maintenance prédictive. Cette pratique, bien que pertinente pour la maintenance, ne répond pas à la périodicité de six mois fixée par la prescription.

L'exploitant précise qu'Enercon réalise également un contrôle visuel semestriel des pales (jumelles/longue vue). Toutefois, lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les rapports correspondants. L'absence de transmission de ces documents empêche l'inspection des installations classées de vérifier le respect effectif de la périodicité prescrite.

Concernant l'éolienne E1, il a été évoqué lors de la visite les suites données à l'examen par drone réalisé. L'exploitant indique que :

- cet examen a mis en évidence une érosion sur les trois pales ;
- Enercon est intervenu la semaine précédant la visite pour procéder à un ponçage des pales et à l'enlèvement du film de protection polyuréthane usé (la colle restant en place) ;
- une opération complémentaire est programmée afin d'appliquer une peinture polyuréthane en remplacement du film dégradé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de deux mois, transmettre à l'inspection des installations classées les deux derniers rapports de contrôle visuel semestriel des pales des éoliennes du parc. Ces documents devront permettre de vérifier le respect de la périodicité prescrite (contrôle visuel tous les six mois).

Par ailleurs, il est demandé à ce que l'exploitant confirme que la programmation des opérations correctives sur l'éolienne E1 donnera lieu à un rapport d'intervention, permettant de tracer la remise en état.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Systèmes instrumentés de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des SIS

Prescription contrôlée :

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un document recensant les systèmes instrumentés de sécurité (SIS) de l'installation. Ce document précise les capteurs suivis, leur rôle, leur périodicité de contrôle (une fois par an pour chaque capteur) ainsi que les opérations de maintenance et de test à réaliser.

Les capteurs recensés couvrent quatre types de risques : incendie, survitesse, perte d'intégrité et séisme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage.

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence

réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures
Sup à 35 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Constats :

Lors de la précédente visite en date du 20 avril 2018, l'inspection des installations classées avait relevé qu'une campagne de mesures acoustiques avait été menée fin octobre 2012 auprès de trois habitations situées entre 340 et 550 mètres du parc. Cette campagne avait mis en évidence un dépassement de 0,4 dB(A) de l'émergence admissible en période nocturne, pour des vents de 6 à 7 m/s, chez le particulier le plus proche. Toutefois, ces résultats étaient à relativiser, les habitations concernées se trouvant en amont du sens du vent le jour des mesures. L'inspection avait recommandé la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures, à une autre période de l'année et en positionnant les points de mesure en aval du vent, afin de valider les hypothèses retenues pour les bridages. Cette demande était d'autant plus justifiée que le parc, mis en service avant août 2011, comporte des zones à émergence réglementée situées à moins de 500 mètres.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que des serrations sont posées sur les éoliennes depuis 2014/2015 et qu'aucun signalement relatif à des nuisances sonores n'est enregistré de la part des riverains. Il précise qu'aucun contrôle acoustique n'a été réalisé depuis la précédente visite d'inspection de 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser, par un organisme ou une personne qualifiée, un contrôle des émissions sonores de ses installations dans les zones à émergence réglementée. Les mesures devront porter sur les directions et vitesses de vent à enjeux rencontrées sur le site, susceptibles de conduire à un non-respect des exigences réglementaires, en privilégiant la période hivernale (absence de feuillage sur la végétation) et sur une période suffisamment longue pour collecter des données représentatives sur un maximum d'azimuts de vent.

Sous un délai de 45 jours, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un devis signé relatif à la réalisation de ce contrôle acoustique. Le rapport établi suite à cette campagne de mesures devra être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après l'achèvement des mesures, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 45 jours

N° 10 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Situations d'urgence, Consignes et procédures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; • les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; • les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; • le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de l'éolienne E1, des consignes de sécurité et un plan de secours étaient affichés à l'intérieur, au palier bas du mât. Le plan précise les comportements à adopter en cas de blessures ou d'incendie, ainsi que les numéros de téléphone du responsable d'intervention et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Les autres points évoqués par la prescription n'ont pas été particulièrement abordés lors de la visite. Seule la procédure en cas de survitesse a été évoquée sommairement : en cas de déclenchement d'une alarme survitesse (overspeed), l'éolienne s'arrête automatiquement. Cette alarme ne peut pas être acquittée à distance et nécessite l'intervention d'une personne sur site pour, après levée de doute, relancer l'éolienne.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 - 2ème alinéa
--

Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance
--

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Lors de l'inspection de l'éolienne E1, un registre de maintenance (logbook) était présent dans l'aérogénérateur. Ce registre consigne les interventions réalisées par Enercon sur le site, en indiquant les dates et les types de maintenance effectuées (maintenance principale, maintenance graissage, maintenance vent, etc.). Il permet de tracer les opérations de maintenance, leur nature, les éventuelles défaillances constatées ainsi que les actions préventives et correctives engagées.
--

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
--

Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Constats :

Un extincteur au CO ₂ est présent en pied de mât de l'éolienne E1 visitée. Cet équipement, mis en service en janvier 2019, fait l'objet d'un contrôle annuel, le dernier ayant été réalisé le 9 avril 2025. La présence d'un extincteur au sommet de l'éolienne n'a pas été vérifiée lors de la visite.
--

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Renouvellement des garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31
--

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les
--

<p>cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières du parc éolien de la Haute Chèvre ont été renouvelées. Un acte de cautionnement solidaire a été établi le 05/09/2025, valable pour la période du 26/08/2025 au 25/08/2030.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>